

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. DES DÉFENSEUR·E·S DES DROITS HUMAINS MENACÉS DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS

Le 10 avril 2023, vers 17 h 30, un engin explosif a été trouvé à cinq mètres de la porte d'entrée des locaux du Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), implanté dans la région de Santander (nord de la Colombie). D'après la police nationale, l'engin explosif aurait été installé par l'Armée de libération nationale (ELN). Le 11 avril, des civils armés ont tiré sur des membres du CREDHOS qui participaient à une procédure administrative de police dans la zone connue sous le nom de « Finca el Hebron », à Barrancabermeja. Nous demandons instamment au président colombien d'assurer la protection du CREDHOS.

**Gustavo Petro**  
**President of Colombia**  
Carrera 8 # 7-26  
Palacio de Nariño  
CP 111711  
Bogotá, Colombie

Courriel : [contacto@presidencia.gov.co](mailto:contacto@presidencia.gov.co)

### **PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Monsieur le Président,*

*Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude concernant la sécurité des membres du Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), une organisation qui se consacre à la défense, à la promotion et à la protection des droits humains dans la région du Magdalena Medio depuis 1987.*

*En avril, les membres de cette organisation ont été la cible de menaces de mort et d'attaques à au moins deux reprises, notamment le 11 avril, lorsque des civils armés ont attaqué des membres du CREDHOS qui participaient à une procédure administrative de police à Barrancabermeja. Le 10 avril, un engin explosif avait été retrouvé à cinq mètres de l'entrée des locaux du CREDHOS.*

*Nous vous demandons d'accorder une protection individuelle et collective au CREDHOS et à son personnel et de coordonner à ces fins l'action des ministres de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur, de l'Unité nationale de protection et du haut commissaire pour la paix.*

*Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.*

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS) a été fondé en 1987 dans la ville de Barrancabermeja. Depuis plus de 30 ans, il œuvre à la défense, à la promotion et à la protection des droits humains, ses activités s'étendant à huit municipalités situées dans le nord de la région de Magdalena Medio (nord de la Colombie). Ces dernières années, les activités visant à résoudre les conflits sociaux et environnementaux dans la région ont pris une grande importance au sein de cette organisation, qui s'est engagée dans la défense du droit des populations à un environnement sain.

En raison de leurs activités, des membres du personnel du CREDHOS ont été menacés, harcelés, voire tués. Parmi les récentes atteintes à la sécurité dont les membres du personnel du CREDHOS ont été victimes figurent les événements suivants :

- Le 24 mars 2021, le CREDHOS a reçu un appel menaçant d'un homme inconnu affirmant être un membre du bloc Magdalena Medio des FARC-EP, qui a dit : « Arrêtez de publier et d'être des balances. Tout le CREDHOS est un objectif militaire, vous avez 48 heures pour quitter Barrancabermeja ». Quelques minutes plus tard, le président du CREDHOS a reçu un message vocal de menace. Nous avons demandé aux autorités de garantir pleinement leur protection, conformément au plan de réparations collectives qui leur a été accordé en 2016.
- Le 10 février 2021, une source locale confidentielle a informé le CREDHOS que des groupes armés avaient désigné les membres de son personnel comme objectifs militaires.
- Le 9 janvier 2021, un tract signé par des individus se présentant comme « Le bloc Magdalena Medio des FARC-EP » a circulé sur les réseaux sociaux et sur des applications de messagerie instantanée. Dans ce document, le CREDHOS se voyait ordonner de modifier un rapport qu'il avait publié plusieurs semaines plus tôt, dans lequel il analysait le fonctionnement des groupes armés et des secteurs illégaux de l'économie dans deux subdivisions de régions colombiennes : le sud du département de Bolívar et le Nordeste d'Antioquia.
- Le 24 octobre 2020, des inconnus se sont introduits par effraction dans l'appartement d'Ivonne Suarez Pinzón, membre du conseil d'administration du CREDHOS et directrice des Archives de la mémoire orale des victimes du conflit armé interne (AMOVUIIS), où étaient conservées des pièces liées aux affaires présentées par l'organisation devant la « Juridiction spéciale de paix ».
- Le 1<sup>er</sup> septembre 2020, le secrétaire du conseil d'administration du CREDHOS, Abelardo Sanchez, a informé le parquet que sa maison avait été surveillée par des inconnus la nuit précédente.

En 2016, l'Unité pour l'indemnisation des victimes a ordonné l'octroi de réparations collectives au CREDHOS pour les préjudices subis par l'organisation tout au long de son existence. La mise en œuvre des mesures a officiellement commencé en mars 2019. Le plan prévoit 16 mesures à mettre en œuvre dans les locaux de Barrancabermeja et dans les huit municipalités concernées par le travail de CREDHOS.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** Espagnol.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** CREDHOS.

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/5871/2022/fr/>